

Brochure n° 3104

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

ACCORD DU 21 NOVEMBRE 2012  
RELATIF AUX TAUX DE COTISATIONS DES FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1350249M

IDCC : 176

Entre :

Les LEEM,

D'une part, et

La FCE CFDT ;

La CFE-CGC chimie ;

La FNP FO ;

Le SNPADVMS UNSA ;

La FCMTE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Cotisations contractuelles des garanties maladie-chirurgie-maternité au régime professionnel conventionnel (RPC) et au régime supplémentaire (RS) de frais de soins de santé des anciens salariés*

L'article 5.2 « Cotisations annuelles contractuelles » de l'accord collectif du 22 juin 2007 sur le régime frais de soins de santé des anciens salariés et le tableau des cotisations fixées pour l'année 2012 qui suit sont annulés et remplacés par les dispositions suivantes :

« La cotisation brute doit permettre l'équilibre global du régime. Elle est financée, d'une part, par un prélèvement sur la réserve de couverture des anciens salariés et, d'autre part, par une cotisation appelée auprès des adhérents.

Le montant prélevé sur la réserve de couverture est fixé, pour l'année 2013, par le comité paritaire de gestion selon les dispositions de l'article 6.2, à 76 € par adhérent bénéficiaire de la réserve de couverture des anciens salariés.

La cotisation appelée auprès des anciens salariés est exprimée en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale. Pour les anciens salariés, ce pourcentage varie en fonction de tranches de revenu de remplacement, tel que défini ci-dessous. Pour les autres adhérents, cette cotisation est forfaitaire, exprimée en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale. S'ajoutent à cette cotisation des taxes, contributions ou cotisations sociales ou fiscales.

Par conséquent, le montant des cotisations contractuelles au 1<sup>er</sup> janvier 2013 est :

	REVENU de remplacement	RÉGIME professionnel conventionnel (RPC)	RÉGIME supplémentaire (RS)
Pour chaque ancien salarié bénéficiant de la réserve de couverture	19 200 € ou moins	2,49 % du PASS	0,74 % du PASS
	De 19 201 € à 24 000 €	2,65 % du PASS	0,77 % du PASS
	De 24 001 € à 31 200 €	2,92 % du PASS	0,84 % du PASS
	De 31 201 € à 38 400 €	3,39 % du PASS	0,96 % du PASS
	De 38 401 € à 50 400 €	4,01 % du PASS	1,12 % du PASS
	De 50 401 € et plus	4,78 % du PASS	1,30 % du PASS
Pour chaque conjoint d'adhérent retraité ou veuf(ve) de l'adhérent		3,41 % du PASS	0,93 % du PASS
Pour chaque adhérent non retraité (uniquement pour les bénéficiaires de l'annexe III de l'accord du 19 mai 2000 sur la prévoyance au 30 juin 2007)		2,90 % du PASS	0,79 % du PASS
Pour chaque conjoint d'adhérent non retraité ou veuf(ve) d'adhérent décédé en activité		2,90 % du PASS	0,79 % du PASS
Pour chaque enfant à charge (gratuité à partir du 4 <sup>e</sup> enfant)		1,45 % du PASS	0,41 % du PASS

Les cotisations contractuelles des adhérents bénéficiant du régime général de la sécurité sociale des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont égales à 60 % des cotisations indiquées ci-dessus.

Pour les anciens salariés adhérents qui ne bénéficient pas de la réserve de couverture des anciens salariés, la cotisation correspondant au régime d'assurance maladie dont ils relèvent est majorée d'un montant forfaitaire de 86,08 € TTC pour l'année 2013.

Le revenu de remplacement est déterminé en fonction du revenu "pensions, retraites et rentes" figurant sur l'avis d'imposition dès lors qu'une année complète figure sur cet avis.

Lorsque l'ancien salarié ne fournit pas à l'assureur le justificatif du montant de son revenu net de remplacement, c'est la cotisation la plus élevée qui s'applique. »

Les articles 5.4 et 5.5 sont supprimés.

## Article 2

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entre en vigueur à compter 1<sup>er</sup> janvier 2013, tant pour les participants retraités déjà affiliés au 31 décembre 2012 que pour ceux qui s'affilieraient au régime facultatif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## Article 3

### *Dépôt. – Publicité*

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires aux services centraux du ministre chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

#### **Article 4**

##### *Extension*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 21 novembre 2012.

(Suivent les signatures.)